

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | Rapport d'évaluation rapide — Inondations
Bangui | 4 – 10 Novembre 2019



Les activités de la DTM en République Centrafricaine sont soutenues par :



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Canada



CHF



United Nations
CERF

Central
Emergency
Response
Fund



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les termes employés et la présentation des faits tout au long du rapport n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'OIM concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou des autorités, ou concernant des frontières ou limites.

Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
Avenue de l'indépendance, en face de l'Hôtel Ledger Plaza,
Bangui
République Centrafricaine
Adresse électronique : DTMRCA@iom.int
Site internet : <https://displacement.iom.int/central-african-republic>

© OIM 2019 Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
Le bureau principal de la mission se trouve à Bangui, avec des sous-bureaux additionnels à Bangassou, Bambari, Ndélé, Paoua, Bouar et Kaga Bandoro.

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme et de quelque façon, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le présent rapport présente les résultats clés des évaluations rapides mises en œuvre du 4 au 10 novembre 2019 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à travers la Matrice de suivi des déplacements (DTM- Displacement Tracking Matrix) à la suite d'inondations ayant touché la ville de Bangui lors de la deuxième quinzaine du mois d'octobre 2019. Le rapport présente et fait l'analyse de chiffres relatifs au nombre, au profil, aux conditions et aux besoins et vulnérabilités des populations déplacées par les inondations. Il a pour but de fournir des données qui offrent une compréhension plus complète et affinée des déplacements et a pour finalité le développement et la mise en œuvre de programmes de réponse humanitaire au bénéfice de ces populations.



80 quartiers de Bangui (3 arrondissements) et Bimbo ont été évalués



28% des quartiers composant les 3 arrondissements et Bimbo, accueillent des ménages déplacés



La population déplacée vivant au sein de communautés hôtes est estimée à un total de 20 481 individus (4 282 ménages)



100% des ménages ont été déplacés par les inondations



71% des déplacés se trouvent dans le 6^e arrondissement de Bangui et à Bimbo



Les principaux besoins des déplacés sont des besoins en vivres, en abris et en services de santé



64% des déplacés ont entre 0 et 18 ans



7% des déplacés sont des personnes âgées (60 +)

L'analyse des données désagrégée au niveau des quartiers est disponible, sur demande, auprès de l'équipe DTM : DTMRCA@iom.int

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	2
TABLE DES MATIÈRES	3
INTRODUCTION	4
METHODOLOGIE	4
LIMITES ET DÉFIS	5
POPULATION DÉPLACÉE	7
EFFECTIFS ET PROFIL DEMOGRAPHIQUE	7
LOCALISATION DES DEPLACES ET ETAT DES QUARTIERS D'ACCUEIL	7
DÉPLACEMENTS	9
MOTIF ET PERIODE DE DEPLACEMENT	9
LIEU D'ORIGINE	9
RÉSULTATS SECTORIELS	11
HEBERGEMENTS ET ABRIS	11
LOGEMENT, TERRE ET PROPRIETE	11
SECURITE ALIMENTAIRE	12
EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	13
SANTE	17
SCOLARISATION	20
SECURITE ET PROTECTION	21
COHESION SOCIALE	22
BESOINS PRIORITAIRES	23
CONCLUSION	24

INTRODUCTION

La République Centrafricaine (RCA) a été victime, la deuxième quinzaine d'octobre 2019, de pluies diluviennes qui, associées à une crue importante des cours d'eau, comme la rivière Oubangui, plus grand cours d'eau du pays, ont causé les inondations les plus importantes des vingt dernières années. Outre la destruction d'un nombre élevé et non encore précisé de maisons et le déplacement de dizaines de milliers de personnes, les inondations ont créé d'importants risques sanitaires, notamment liés à la santé. La capitale Bangui, a été gravement touchée par les inondations, avec des quartiers presque complètement inondés et inaccessibles, leurs populations se retrouvant sans abri et dans des quartiers insalubres.

Suite à la mise en place d'une Cellule de crise par le Ministère de l'Action Humanitaire et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), un groupe de travail incluant l'OIM a été créé le 04 Novembre 2019 avec comme objectif l'estimation et le recensement de la population déplacée à Bangui et Bimbo.

Dans ce contexte, et dans le but d'obtenir une compréhension plus complète de la situation de déplacement à Bangui, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis en œuvre la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix*, DTM en anglais), afin d'évaluer le nombre, profils, conditions de vie et besoins des personnes déplacées par les inondations. Les évaluations menées par la DTM avaient pour finalité de récolter, traiter, analyser et diffuser des données qui permettraient de fournir aux partenaires humanitaires et gouvernementaux une compréhension plus fine des déplacements causés par les inondations et d'orienter et cibler les réponses humanitaires et de soutien aux populations déplacées.

Ce rapport présente les résultats des évaluations menées par la DTM en réponse aux inondations survenues fin octobre 2019 en République Centrafricaine. Ces évaluations ont été conduites dans 80 quartiers de la ville de Bangui et la commune de Bimbo du 6 au 10 novembre 2019.

METHODOLOGIE

Les évaluations rapides DTM ont été menées du 6 au 10 novembre 2019 dans 80 quartiers répartis parmi trois arrondissements (2^e, 6^e, 7^e) de la ville de Bangui et la commune de Bimbo, en périphérie de Bangui. Les évaluations n'ont pas couvert les sites officiels et lieux de regroupement : seules les communautés hôtes accueillant des populations déplacées dans les quartiers couverts ont été évaluées.

Les évaluations se sont décomposées en trois phases :

- Une première phase d'identification des quartiers affectés par les inondations ;
- Une seconde phase, pendant laquelle ont été identifiés les quartiers accueillant des personnes déplacées ;
- Et une troisième phase composée d'entretiens avec 244 informateurs clés répartis parmi les 80 quartiers couverts. Les informateurs clés comprenaient des maires d'arrondissements ; des chefs de quartier ; des chefs communautaires et religieux ; des représentants des populations déplacées ; et des travailleurs humanitaires.

La collecte a été effectuée par 20 énumérateurs formés à la méthodologie DTM, sous la responsabilité directe de l'équipe DTM. La collecte a été conduite à l'aide de tablettes afin de faciliter la collecte et

l'analyse des données, ainsi que pour optimiser la qualité des données. Un questionnaire a été développé spécifiquement pour cet exercice et adapté de manière précise au contexte.

Pour déterminer le profil démographique des populations déplacées, un échantillon aléatoire de 5 823¹ personnes a été tiré dans tous les quartiers évalués. Le profil de cet échantillon a ensuite été extrapolé à la population déplacée toute entière grâce à un calculateur démographique.

En vue d'avoir une compréhension commune des concepts utilisés, les termes et concepts suivants sont compris selon les définitions qui suivent :

- DTM : La Matrice de suivi des déplacements, tiré de l'anglais *Displacement Tracking Matrix* (DTM), est un outil de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui permet de faire le suivi des déplacements et mobilités de populations. Elle relève des informations à différents niveaux, les traite et les diffuse, afin de garantir aux acteurs humanitaires, aux gouvernements et autres acteurs intéressés, une meilleure compréhension du nombre, des tendances, des caractéristiques, des conditions et de des besoins des populations déplacées, et ainsi de mieux orienter et cibler les programmes et politiques d'assistance, d'aide et de protection des populations mobiles.
- Personne déplacée interne : « personne qui a été forcée ou contraintes à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'a pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat. »²
- Site officiel : Site de déplacement mis en place par le gouvernement centrafricain.
- Lieu de regroupement : Aussi appelé site spontané. Camp de fortune, situé sur un terrain public, privé ou communal, dans lequel les personnes déplacées s'installent de manière spontanée.
- Communauté hôte : Communauté locale accueillant des populations déplacées.

LIMITES ET DÉFIS

Parce que les chiffres présentés se fondent sur des entretiens avec des informateurs clés et non sur un recensement complet de la population déplacée, les chiffres fournis ne doivent être comprises que comme des estimations. Par ailleurs, bien que les informations fournies par les informateurs clés aient été triangulées et vérifiées, il est possible que celles-ci comprennent quelques inexacitudes. Il est également à noter que parce que les évaluations n'ont couvert que les communautés hôtes accueillant les personnes déplacées, et non les sites officiels et lieux de regroupement, les chiffres présentés n'offrent pas un aperçu complet des déplacements à Bangui.

En outre, bien que des efforts aient été entrepris pour assurer une représentativité parmi les informateurs clés, la parité homme-femme n'a pas été atteinte (30% des informateurs clés étaient des femmes). Ceci a pu biaiser les informations données. Néanmoins, une grande diversité d'acteurs a été

¹ Le calculateur démographique consiste à choisir de manière aléatoire des ménages parmi les populations déplacées vivant dans les quartiers d'accueil, et d'évaluer la composition spécifique de ces ménages. Son caractère aléatoire et inclusif permet d'extrapoler le profil démographique de la population totale identifiée par la DTM.

² Glossaire de la migration (OIM, 2007)

trouvée, et des intérêts divers (populations déplacées, autorités, populations locale) se reflètent dans la composition des informateurs clés.

Par ailleurs, du fait de la soudaineté et de la rapidité des événements, certains informateurs clés n'avaient pas connaissance de la présence ou non de personnes déplacées au sein de leur quartier ou arrondissement, ou ne connaissaient pas le nombre de personnes déplacées y résidant.

Parmi les défis rencontrés lors de cet exercice de collecte des données, l'identification des quartiers affectés a été difficile. En effet, les chefs d'arrondissement et de quartier n'avaient parfois pas connaissance de l'étendue exacte de leur quartier ou arrondissement, rendant difficile la définition des limites de quartiers et donc la détermination des quartiers inondés.

Pour pallier ces défis, des groupes de discussion supplémentaires ont été organisés avec les populations locales et la population déplacée pour affiner la connaissance des localisations des populations déplacées et l'identification des quartiers affectés ; des volontaires de la Croix Rouge ont accompagné les agents énumérateurs (fournis de cartes préexistantes de l'OIM) dans la phase préliminaire de collecte de données.



Photo 1 : Des enquêteurs s'entretiennent avec un informateur clé

L'analyse des données désagrégée au niveau des quartiers est disponible, sur demande, auprès de l'équipe DTM : DTMRCA@iom.int

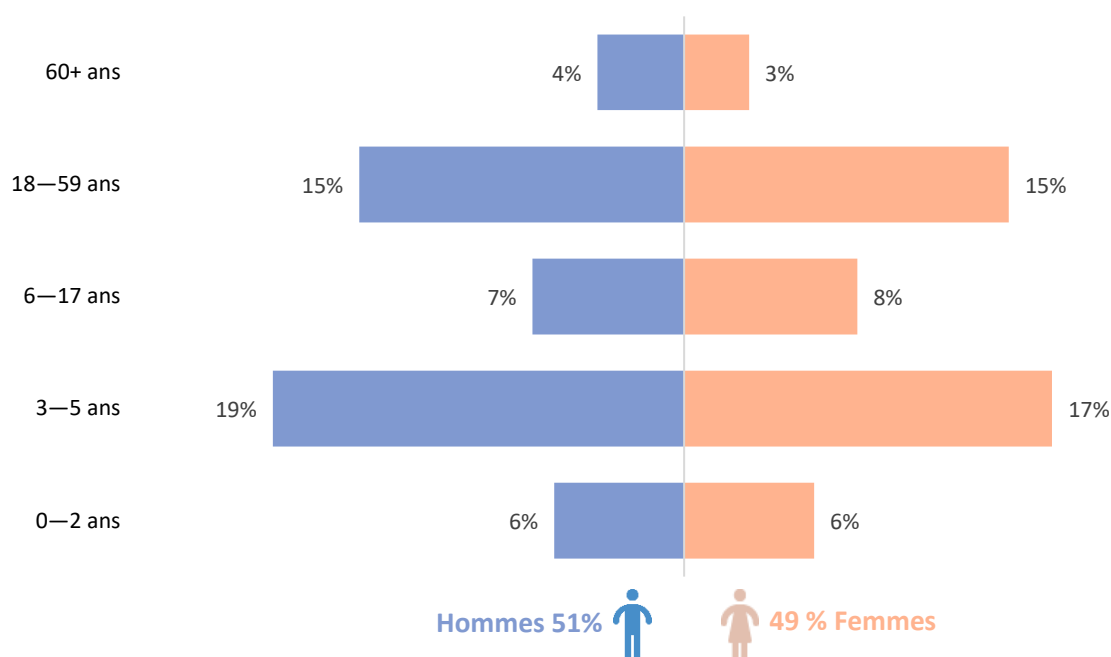
POPULATION DÉPLACÉE

Effectifs et profil démographique

Lors des évaluations menées par la DTM dans 80 quartiers de Bangui et Bimbo, un total de 20 481 personnes déplacées vivant au sein de communautés hôtes (4 282 ménages) ont été identifiées.

Les individus identifiés étaient équitablement répartis entre hommes (51%) et femmes (49%). La distribution démographique des personnes déplacées montre que la population déplacée est très jeune : près des deux-tiers des individus déplacés identifiés (64%) étaient mineurs (y compris 31% d'enfants de moins de 5 ans) et une partie (7%) avait 60 ans ou plus. Les ménages déplacés étaient en moyenne composés de 4,7 personnes.

Graphique 1: Répartition par âge et par sexe des personnes déplacées



Localisation des déplacés et état des quartiers d'accueil

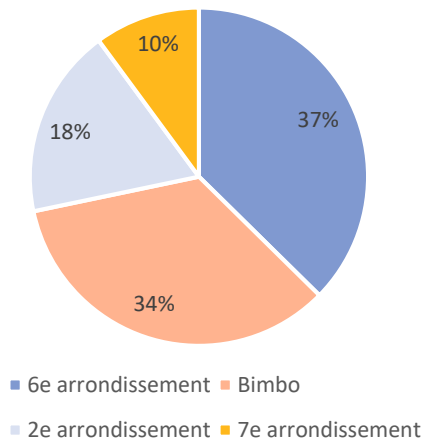
Sur les 285 quartiers qui constituent les trois arrondissements de Bangui et la commune de Bimbo, 80 quartiers (soit 28% de l'étendue géographique) accueillent des ménages déplacés vivant en communauté hôte.

La zone accueillant le plus de personnes déplacées est le 6^e arrondissement de Bangui (qui accueille 7 610 personnes déplacées, soit 37% des déplacés), suivi de la commune de Bimbo (7 056 individus, soit 34% des déplacés). Les 2^e et 7^e arrondissement accueillent pour leur part respectivement 18 pour cent et 10 pour cent des déplacés.

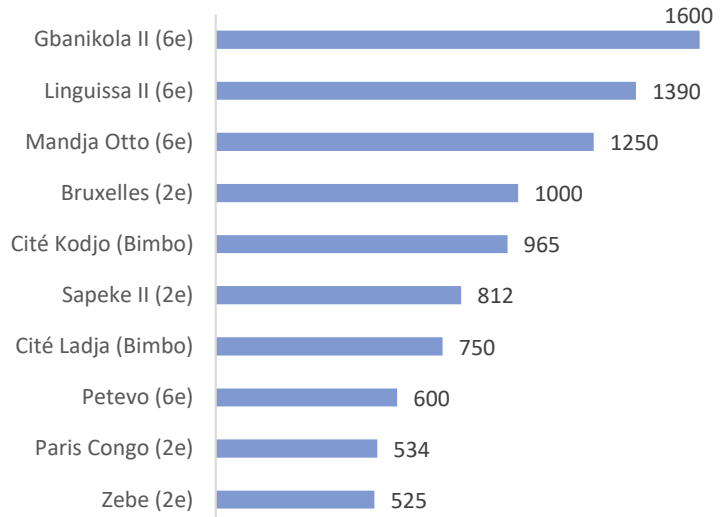
En analysant la distribution des personnes déplacées par quartier, il est remarqué que les trois quartiers où résident le plus de PDI (Gbanikola II, Linguissa II, Mandja Otto) sont situés dans le 6^e arrondissement. Parmi les dix quartiers accueillant le plus grand nombre de déplacés, quatre se situent dans le 6^e arrondissement, quatre se situent dans le 2^e arrondissement et deux se trouvent à Bimbo. Les personnes déplacées dans le 2^e arrondissement sont fortement concentrées : les trois-

quarts des PDI vivant dans l'arrondissement résident en effet dans quatre quartiers de l'arrondissement.

Graphique 2: Localisation des personnes déplacées



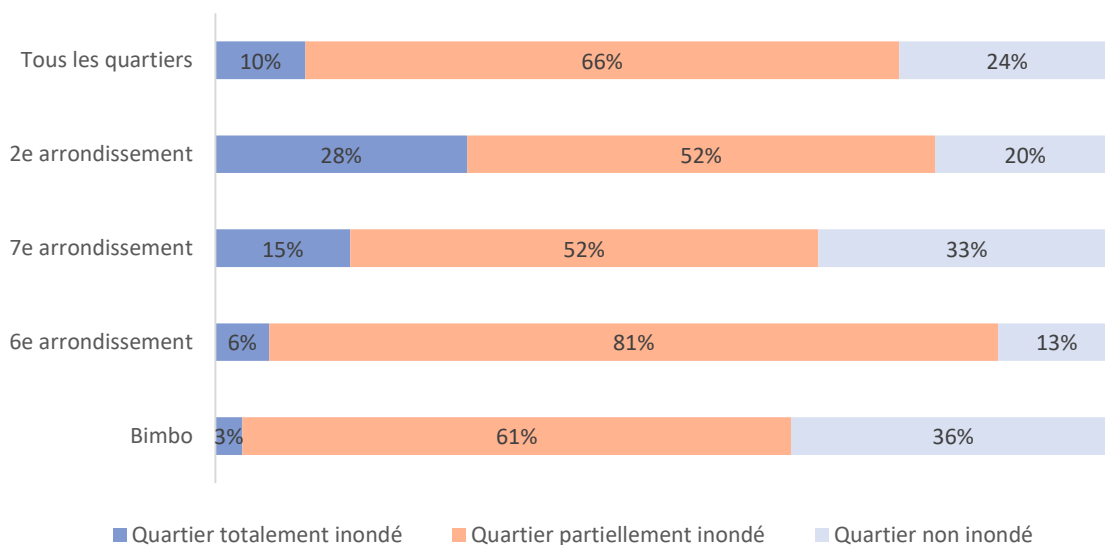
Graphique 3: Quartiers accueillent le plus de PDI



Lors de l'évaluation, parmi les quartiers accueillant des personnes déplacées :

- ✓ 41 quartiers (accueillant les deux-tiers – 66% des PDI) sont partiellement inondés
- ✓ 34 quartiers (24% des PDI) sont non inondés
- ✓ Cinq quartiers (accueillant 10% des PDI) sont complètement inondés
- ✓ Bimbo est la zone évaluée où la plus grande proportion des PDI (36% des PDI dans la commune) vit dans un quartier non inondé (bien que 62% vivent dans des quartiers partiellement inondés)
- ✓ Dans le 2^e arrondissement, 28 pour cent des PDI vivent dans des quartiers entièrement inondés.

Graphique 4: Pourcentage des PDI vivant dans des quartiers totalement inondés, partiellement inondés et non inondés, par arrondissement



DÉPLACEMENTS

Motif et période de déplacement

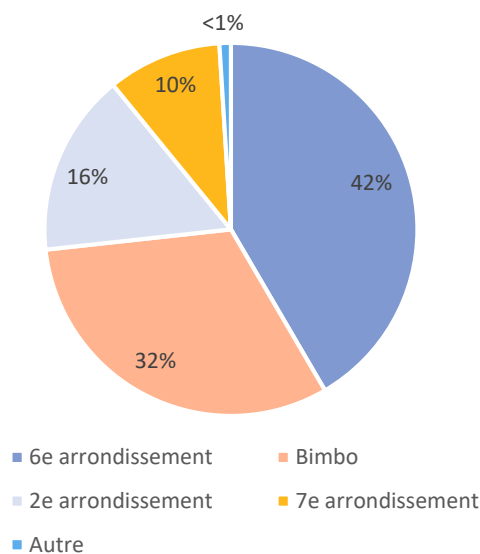
Toutes les personnes déplacées (100%) identifiées dans les 80 quartiers évalués se sont déplacées en raison des inondations et intempéries ayant atteint Bangui dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 2019.

La grande majorité des ménages déplacés (82%) se sont déplacés deux semaines ou plus avant la date de l'évaluation. Dix-huit pour cent des PDI sont quant à eux arrivés dans le quartier d'accueil sept jours ou moins avant l'évaluation.

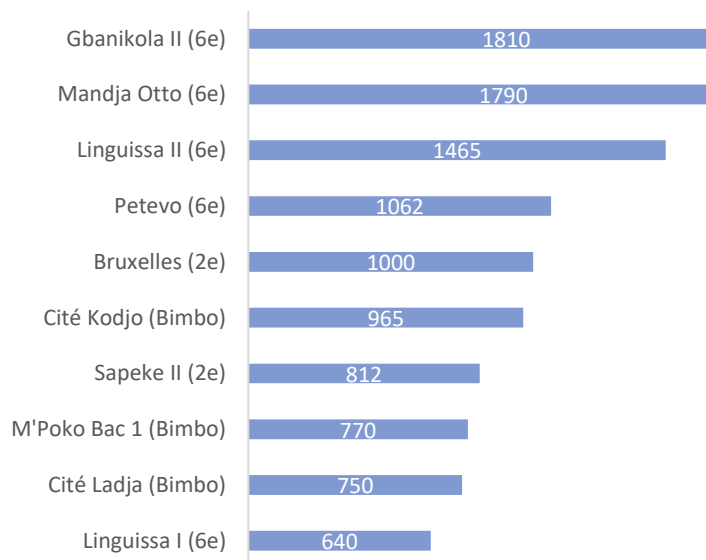
Lieu d'origine

Les arrondissements et communes accueillant les populations déplacées sont également les zones qui ont été le plus touchées par les inondations. Ainsi, le plus grand nombre de PDI (8 532, soit 42% des PDI) sont originaires du 6^e arrondissement, tandis que 6 467 personnes déplacées, soit 32%, sont originaires de Bimbo. Par ailleurs, 16 pour cent et 10 pour cent des PDI viennent des 2^e et 7^e arrondissements, respectivement.

Graphique 6: Arrondissement/commune d'origine des personnes déplacées



Graphique 7: Principaux quartiers d'origine des PDI



Il est notable que les quartiers accueillant les plus de personnes déplacées sont également les principaux quartiers d'origine des PDI. En effet, huit des quartiers accueillant le plus de personnes déplacées sont également les plus importants quartiers d'où proviennent les déplacés. Seuls les quartiers M'Poko Bac 1 à Bimbo et Linguissa I dans le 6^e arrondissement de Bangui ne font pas partie des quartiers où se concentrent d'importantes populations déplacées.

La plupart des personnes déplacées (70%) sont originaires du même quartier que celui dans lequel elles ont été déplacées - elles n'ont pas quitté leur quartier d'origine lors de leur déplacement, signifiant que les déplacements ont été pour la plupart très localisés. Ce résultat indique aussi que beaucoup de PDI résident dans des quartiers ayant été affectés par les inondations, confirmé par le fait que 66 pour cent des déplacés vivent dans des quartiers partiellement inondés.

La proportion de PDI ayant été déplacées au sein de leur quartier d'origine est particulièrement élevée dans les 2^e et 6^e arrondissements de Bangui (85% des PDI dans ces deux arrondissements) ; à l'inverse, la majorité des personnes déplacées à Bimbo (54%) vient d'un quartier, voire d'une ville différente (principalement des villes voisines de Bimbo également affectées par les inondations).

Graphique 8: Pourcentage des PDI par lieu d'origine

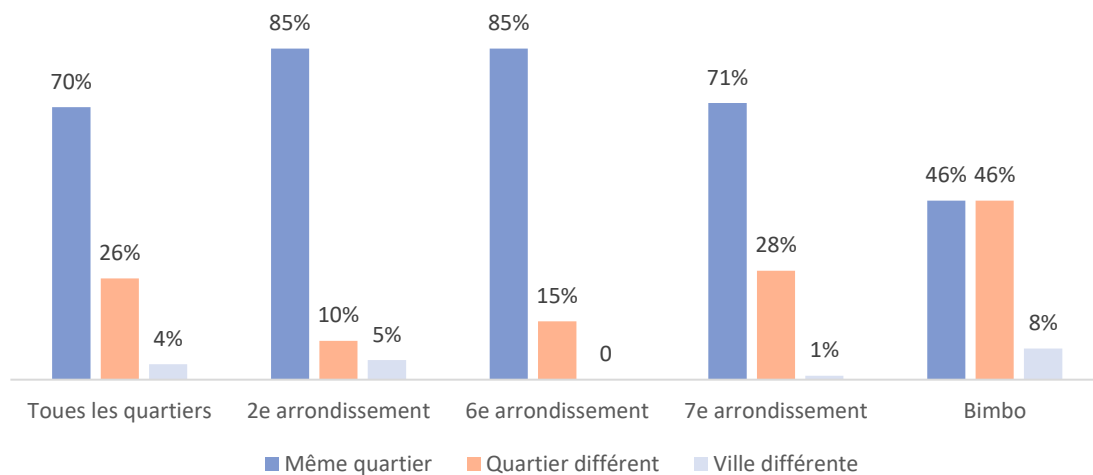


Photo 2 : Une maison inondée et inoccupée à Bangui

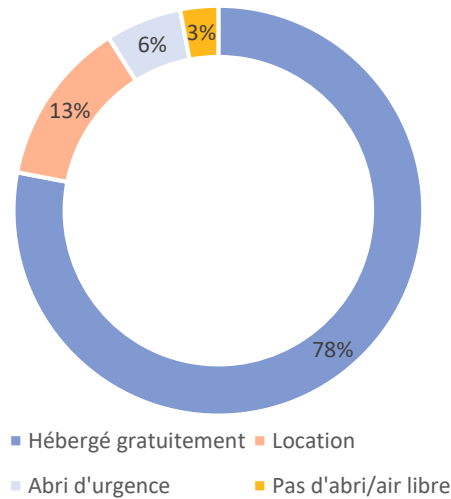
RÉSULTATS SECTORIELS

Hébergements et abris

Plus des trois-quarts (78%) des ménages déplacés vivant dans des communautés hôtes sont hébergés par une famille d'accueil (et notamment 93% des ménages déplacés dans le 2^e arrondissement), tandis que 13 pour cent résident dans des maisons louées.

Pour ce qui est des abris, la majorité des ménages déplacés (59%) est hébergée dans des abris partiellement endommagés, tandis que plus du quart (27%) étaient logés dans des abris en bon état. En revanche, 14 pour cent des ménages sont actuellement hébergés dans des abris sérieusement endommagés.

Graphique 9: Type d'hébergement des ménages déplacés

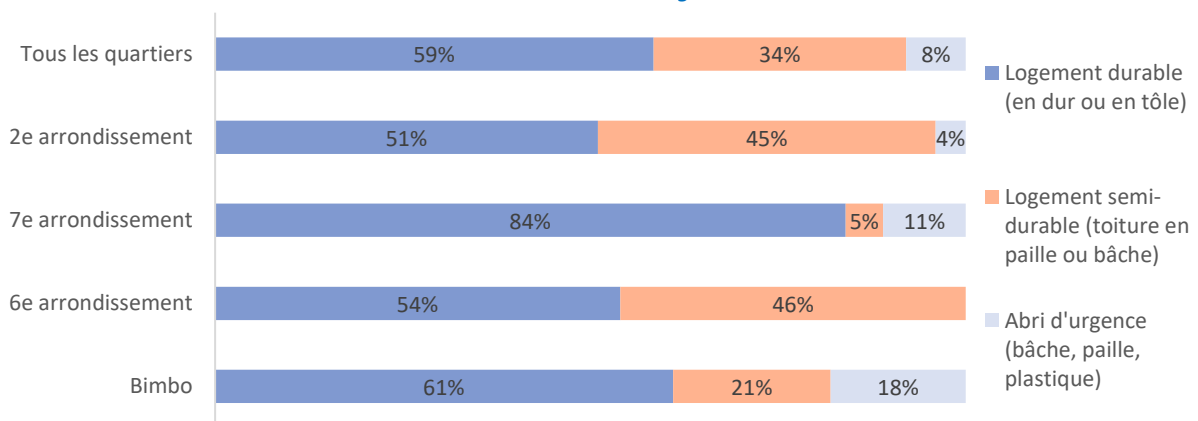


Logement, terre et propriété

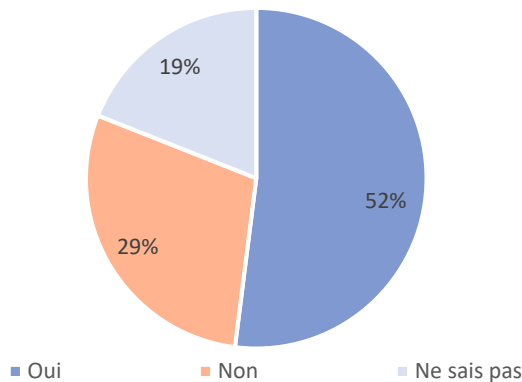
Les logements des ménages déplacés avant le déplacement étaient, pour la plupart (59%), durables (en dur ou en tôle), tandis qu'un-tiers des logements (34%) étaient semi-durables (avec des toitures en paille ou bâche). Huit pour cent des déplacés vivaient dans des abris précaires (composés exclusivement de bâche, de paille ou de plastique) avant le déplacement.

Des différences notables existent entre arrondissement : ainsi, la grande majorité des logements dans le 7^e arrondissement (84%) étaient durables et une proportion importante (11%) étaient des abris précaires. Les abris d'origine à Bimbo comprenaient également un nombre important d'abris précaires (18%). A l'inverse, aucun des logements d'origine dans le 6^e arrondissement ne l'était.

Graphique 10: Type de logement dans lesquels les ménages vivaient avant le déplacement, par arrondissement d'origine



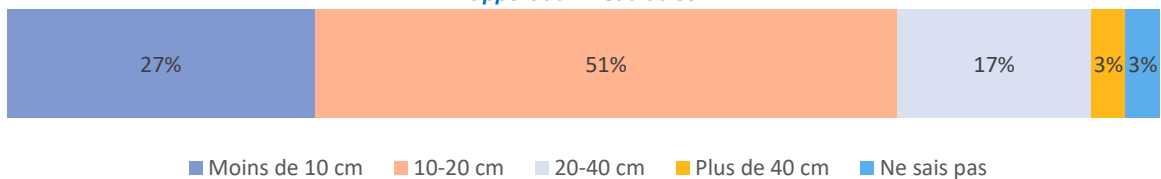
Graphique 11: "La majorité des ménages déplacés dans le quartier possède-t-elle un document d'attestation de propriété?"



Dans 52 pour cent des quartiers évalués, les informateurs clés ont indiqué que la majorité des ménages déplacés sont en possession d'un document d'attestation de propriété. Dans 29 pour cent des quartiers, à l'inverse, la majorité des ménages n'a aucun titre d'attestation de propriété. Dans la grande majorité des cas (82%), les titres ont été délivrés par les chefs de quartier (par la sous-préfecture dans 13% des cas).

Pour un peu plus de la majorité des ménages déplacés (51%), les fondations des logements d'origine étaient à entre 10 et 20 centimètres de hauteur du sol. De manière notable, plus du quart (27%) des logements d'origine étaient situés à moins de 10 centimètres du sol. Seuls 3 pour cent des logements étaient construits à plus de 40 centimètres du sol.

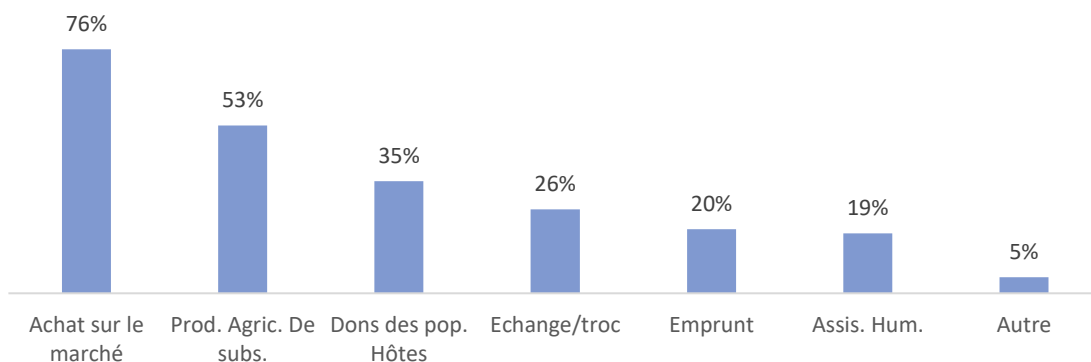
Graphique 12: Hauteur des fondations des logements d'origine des ménages déplacés par rapport au niveau du sol



Sécurité alimentaire

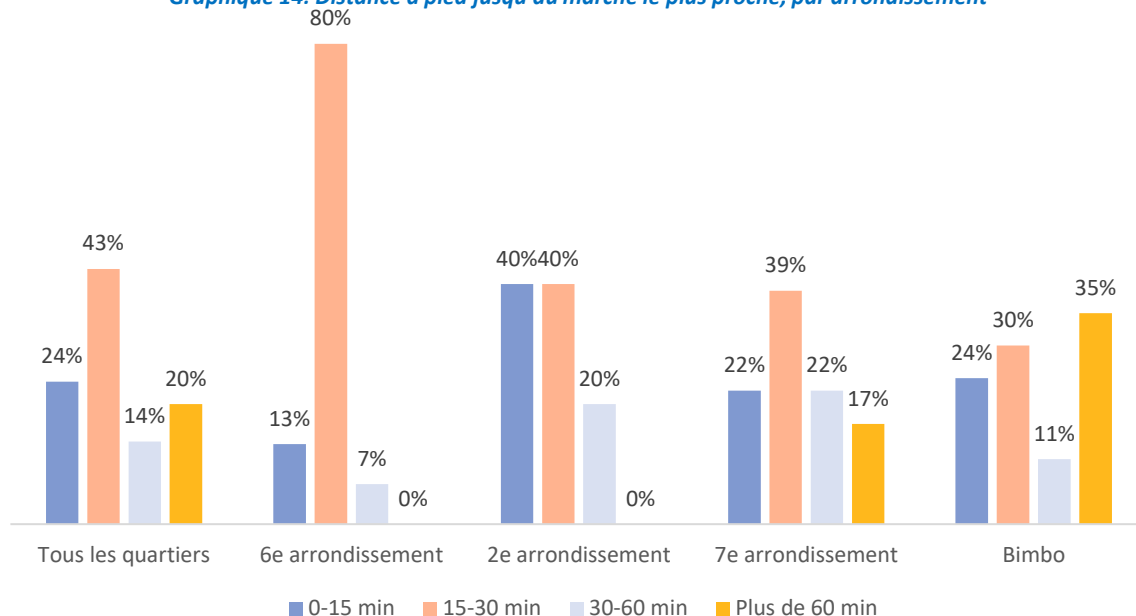
Les deux principales sources de vivres des populations déplacées dans les communautés hôtes sont l'achat sur le marché (dans 76% des quartiers évalués) et la production agricole de subsistance. Par ailleurs, les dons des communautés hôtes et l'assistance humanitaire constituent d'importantes sources de nourriture dans un nombre significatif de quartiers (35% et 19% des quartiers, respectivement). L'importance de la production propre comme source de vivres semble indiquer que les personnes déplacées, malgré le déplacement, continueraient de pratiquer les activités agricoles.

Graphique 13: Principale source de nourriture des personnes déplacées



Dans 75 quartiers, soit 94 pour cent des quartiers, les personnes déplacées ont accès au marché. Dans les deux-tiers des quartiers (66%), le marché est situé à moins de 30 minutes de marche. Cette proportion est plus élevée dans le 6^e arrondissement (93% des quartiers dans l'arrondissement) et le 2^e arrondissement (80%). Pourtant, dans un cinquième des quartiers (20%), et notamment dans 35 pour cent des quartiers Bimbo, les PDI doivent marcher plus de 60 minutes pour accéder au marché³.

Graphique 14: Distance à pied jusqu'au marché le plus proche, par arrondissement



Eau, hygiène et assainissement

De manière globale dans les quartiers évalués, la source principale en eau⁴ sont les puits traditionnels (83% des quartiers évalués). Les puits aménagés ou améliorés ne représentent la source principale en eau que dans 6 pour cent des quartiers évalués. L'eau de pluie est la deuxième source d'eau, rapportée comme étant la source principale en eau pour la population déplacée dans 55 pour cent des quartiers évalués. Le forage manuel (46 %) et l'achat en eau constituent d'autres sources importantes d'approvisionnement en eau.

L'analyse des sources d'eau dévoile des différences entre arrondissements: ainsi, l'eau de pluie était une source majeure d'approvisionnement en eau dans 73 pour cent des quartiers du 6^e arrondissement et 59 pour cent des quartiers de Bimbo; dans le 7^e arrondissement, l'eau de surface était une source importante en eau (mentionné dans 22% des quartiers de cet arrondissement); à l'inverse, le 2^e arrondissement est l'arrondissement où les PDI ont le meilleur accès à l'eau potable ; dans 60 pour cent des quartiers, les ménages déplacés se fournissent en eau principalement à travers l'eau courante ou chez un vendeur d'eau.

³ Bien que les personnes déplacées se trouvent en zone urbaine et dans des zones densément peuplées, les inondations ont accru l'isolation de certaines zones, rendant difficile l'accès à certains marchés.

⁴ La question était à choix multiple

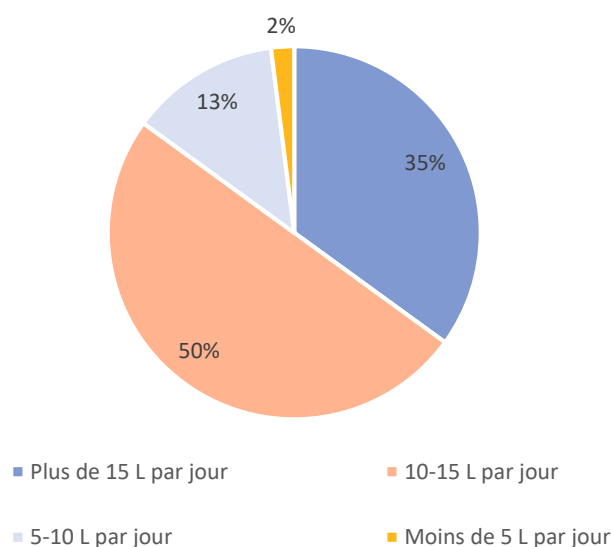
La déségrégation des sources en eau par arrondissement est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Sources principales d'approvisionnement en eau des PDI dans les quartiers d'accueil⁵

	Puits traditionnel	Eau de pluie	Forage manuel	Vendeur d'eau	SODECA	Eau de surface	Puits aménagé
2 ^e arrondissement	70%	20%	30%	60%	60%	10%	10%
6 ^e arrondissement	87%	73%	47%	13%	60%	7%	7%
7 ^e arrondissement	61%	50%	50%	39%	22%	22%	0%
Bimbo	95%	59%	49%	27%	5%	14%	8%
Tous les quartiers	83%	55%	46%	31%	26%	14%	6%

Malgré les questions liées à l'accès des populations déplacées à l'eau potable, l'analyse des informations fournies par les informateurs clés indique qu'environ la moitié (50%) des ménages déplacés reçoit entre 10 et 15 litres d'eau par personne par jour, tandis que 35 pour cent ont plus de 15 litres d'eau par jour et par personne. Une grande majorité des ménages présents dans le 2^e (71%) et le 7^e (63%) arrondissements ont accès à plus de 15 litres d'eau par jour par personne. Il est néanmoins à noter que cinq pour cent des ménages résidant dans le 6^e arrondissement ont accès à moins de cinq litres par jour par personne et que près d'un quart des ménages dans le 2^e arrondissement reçoivent entre 5 et 10 litres par jour.

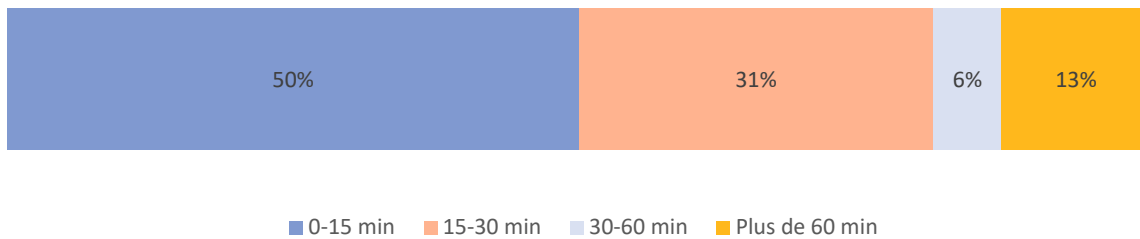
Graphique 15: Volume d'eau journalier auquel les personnes déplacées ont accès



En termes de distance, dans la grande majorité des quartiers d'accueil (81%), les populations déplacées doivent parcourir moins de 30 minutes pour accéder au point d'eau le plus proche. Dans la moitié des quartiers, le point d'eau le plus proche se trouve à moins de 15 minutes de marche. Malgré tout, les personnes déplacées doivent faire un trajet de plus de 60 minutes dans 13 pour cent des quartiers pour avoir accès à de l'eau estimée potable.

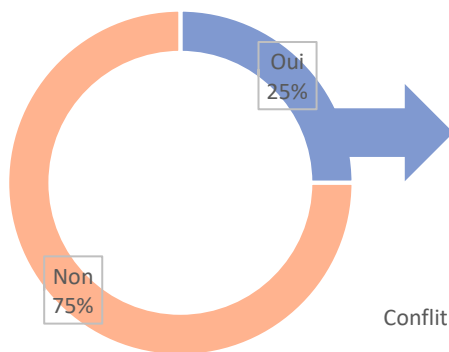
⁵ Question à choix multiple

Graphique 16: Distance à pied jusqu'au point d'eau le plus proche

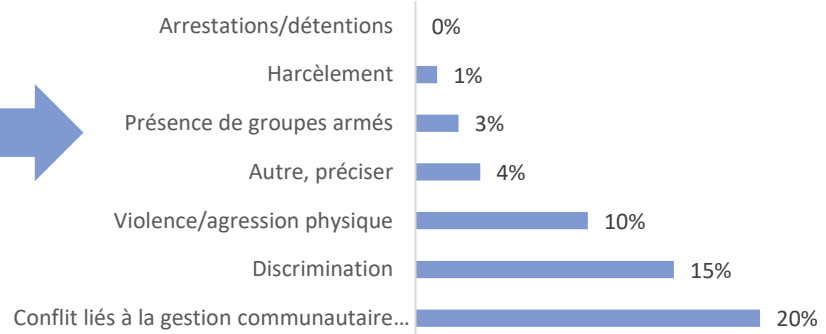


Il en résulte que les points d'eau se trouvent, pour la plupart, à proximité relative. Par ailleurs, les informateurs clés ont indiqué que les PDI, dans 75 pour cent des quartiers évalués, ne rencontrent pas d'obstacles importants pour accéder aux points d'eau estimés potable. Lorsqu'il y a des obstacles à l'accès, ceux-ci sont principalement liés à des conflits en lien avec la gestion de l'eau, à des discriminations, et à des agressions ou violences.

Graphique 17: "Les PDI dans ce quartier font-elles face à des obstacles pour accéder aux points d'eau?"



Graphique 18: Obstacles rencontrés par les PDI pour accéder aux points d'eau



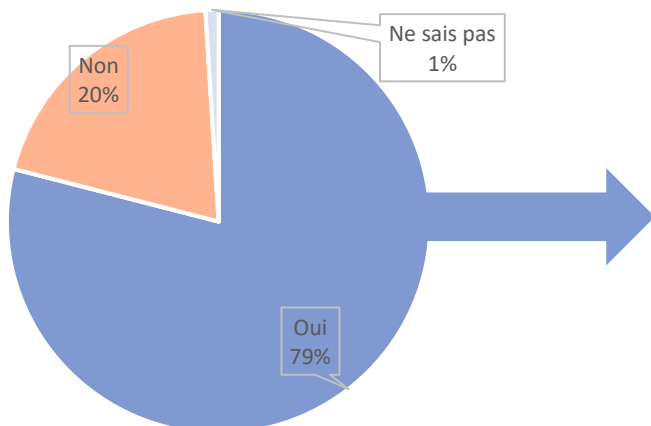
En ce qui concerne l'accès aux points d'eau et latrines pour les personnes déplacées en situation d'handicap physique, dans 46 pour cent des quartiers évalués il est rapporté que celles-ci ont un accès suffisant, tandis que dans 36 pour cent des quartiers, l'accès pour les personnes en situation d'handicap physique est rapporté comme étant partiel (les informateurs clés n'avaient pas cette information dans 18% des quartiers)⁶.

Outre l'accès aux points d'eau, la qualité de l'eau est également un enjeu important. Lors d'inondations et de crue, l'eau peut être contaminée ou salie, et ainsi générer d'importants risques pour la santé. Parmi les informateurs clés des quartiers accueillant des populations déplacées, 79 pour cent ont affirmé qu'il existait des problèmes liés à la qualité de l'eau. Il est intéressant de remarquer que des problèmes liés à la qualité de l'eau ont été rapportés dans chaque quartier du 6^e arrondissement de Bangui.

⁶ Une mise en perspective de ce résultat par rapport au taux de présence de services hygiéniques communautaire dans les quartiers d'accueil, n'a pas été effectuée.

Les problèmes principaux observés dans l'eau sont liés à l'odeur de l'eau (dans 65% des quartiers), à la non-potabilité de l'eau (dans 58% des quartiers) et à la saveur de l'eau (46%).

Graphique 19: Nombre de quartiers dans lesquels l'eau présente des problèmes de qualité



Graphique 20: Problèmes liés à l'eau

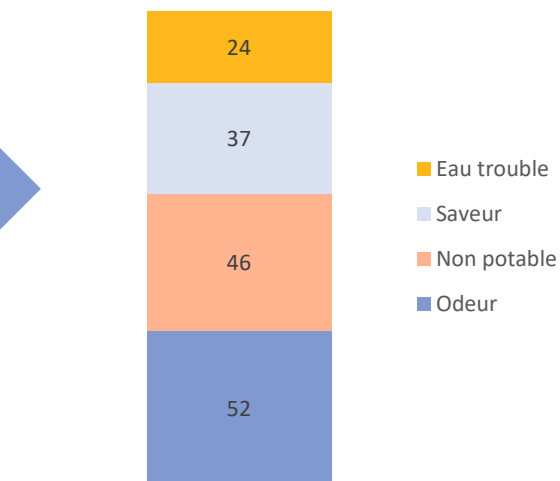
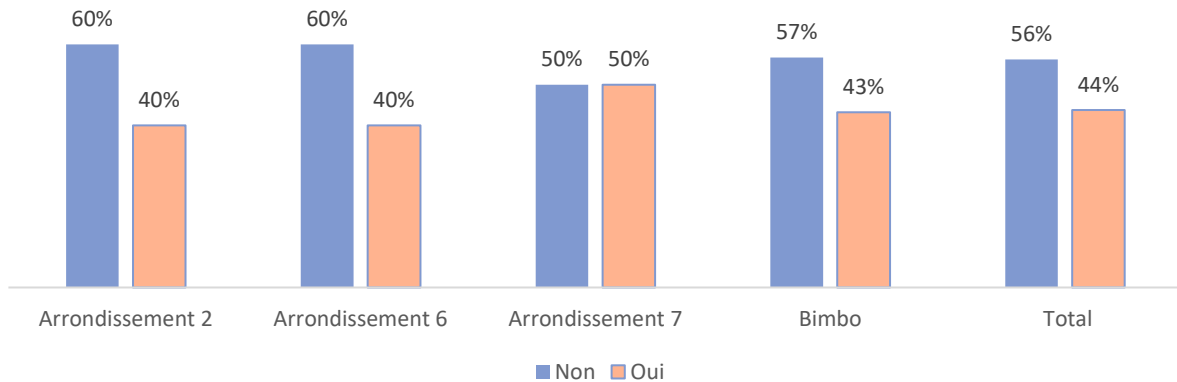


Photo 3 : Des enquêteurs visitent les zones sinistrées

Santé

Dans 35 quartiers, soit 44 pour cent des quartiers évalués, les informateurs clés ont indiqué la présence de services médicaux à proximité. La même question est désagrégée par arrondissement dans le graphique ci-dessous :

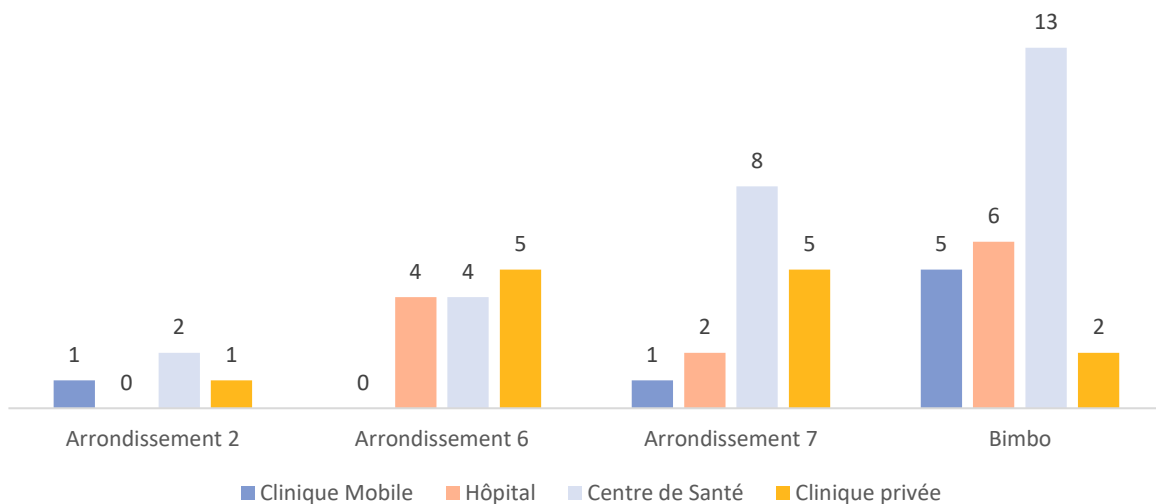
Graphique 21: Présence de services médicaux à proximité par arrondissement



Les différents services médicaux dont la présence a été rapportée dans les quartiers évalués sont: des centres de santé (dans 27 quartiers, ou 34% des quartiers évalués), des cliniques privées (dans 13 quartiers, ou 16% des quartiers évalués), des hôpitaux (dans 12 quartiers, ou 15% des quartiers évalués) et des cliniques mobiles (dans 7 quartiers ou 9% des quartiers évalués).

Le graphique ci-dessous montre les différents types de services médicaux présents par arrondissement :

Graphique 22: Nombre et types de services médicaux par arrondissement



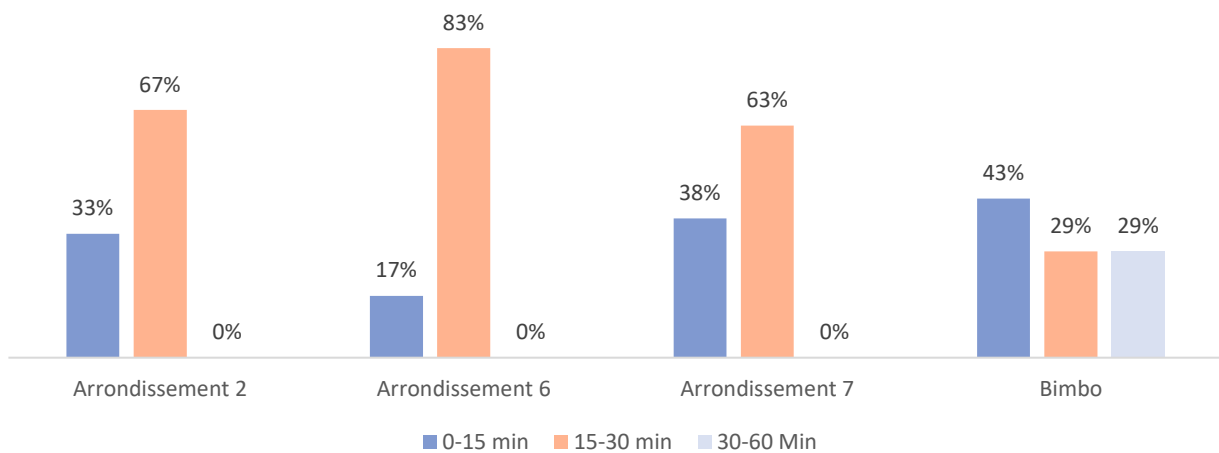
Comme le montre le graphique ci-dessus, le deuxième arrondissement est l'arrondissement qui dispose de moins de structures médicales comparé aux autres. Plus précisément, dans les dix quartiers de l'arrondissement évalués, la présence de quatre structures (deux centres de santé, une clinique mobile et une clinique privée) a été rapportée.

Comparativement, dans la commune de Bimbo, dans les 37 quartiers de la commune évalués, la présence de 13 centres de santé, six hôpitaux, cinq cliniques mobiles et deux cliniques privées a été rapportée.

Dans 89 pour cent des quartiers offrant des services médicaux, les informateurs clés ont indiqué que les personnes déplacées ont accès aux centres de santé. Les quartiers où il existe des services médicaux, mais auxquels les personnes déplacées n'ont pas accès aux centres de santé sont : Lakouanga V dans le 2^e arrondissement, Penda dans le 7^e arrondissement et cité Nazareth et Mbembe 1 dans la commune de Bimbo.

Dans les quartiers où les informateurs clés ont indiqué que les services médicaux sont disponibles, 52 pour cent des personnes déplacées parcourent entre 15 et 30 minutes pour accéder aux services médicaux. 35 pour cent des personnes déplacées parcourent moins de 15 minutes pour accéder aux services médicaux et 13 pour cent des personnes déplacées parcourent entre 30 et 60 minutes pour accéder aux services médicaux. Dans le graphique ci-dessous, ces chiffres sont désagrégés par arrondissement :

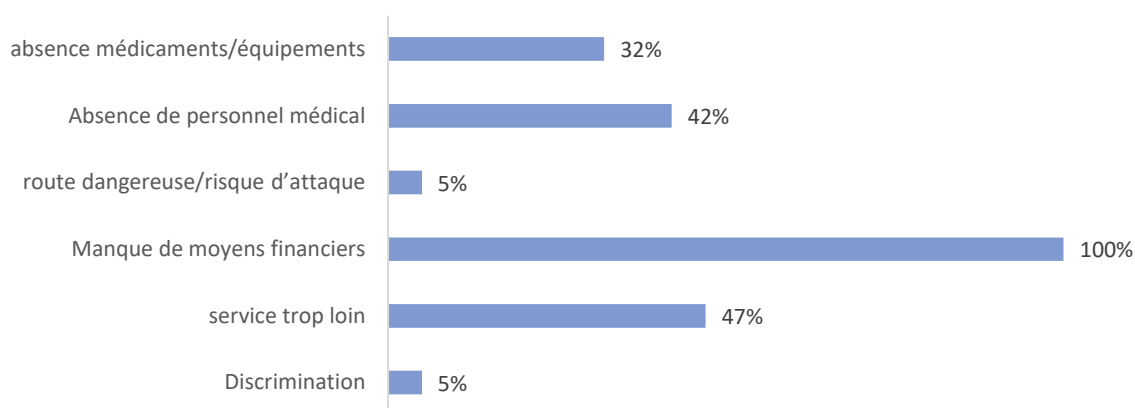
Graphique 23: Distance à parcourir pour les personnes déplacées pour accéder aux services médicaux



Il est à noter qu'il a été rapporté que dans l'arrondissement de Bimbo, 29 pour cent des personnes déplacées doivent parcourir plus de 30 minutes pour accéder aux services médicaux.

Par contre, d'autres difficultés ont été rapportées par les informateurs clés quant à l'accès aux services de santé. Dans 61 pour cent des quartiers où les personnes déplacées ont accès aux soins médicaux, il existe un certain nombre de préoccupations :

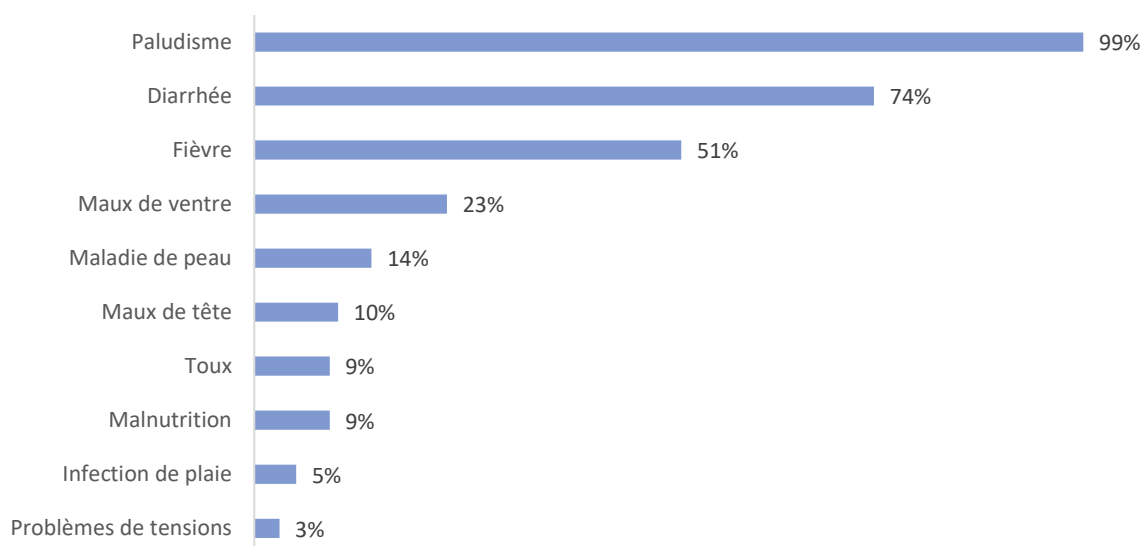
Graphique 24: Obstacles a l'accès des PDI aux services médicaux



Les difficultés les plus souvent cités sont représentées dans le graphique ci-dessus⁷. Il est à noter que le manque de moyens financiers a été cité dans tous les quartiers où les personnes déplacées ont des difficultés pour accéder les services médicaux. Les autres préoccupations souvent mentionnées sont: le service médicale disponible est trop loin (dans 47% des quartiers où les personnes déplacées ont des difficultés pour accéder les services médicaux), l'absence de personnel médical (dans 42% des quartiers où les personnes déplacées ont des difficultés pour accéder les services médicaux) et l'absence des médicaments ou équipements (dans 32% des quartiers où les personnes déplacées ont des difficultés pour accéder les services médicaux).

Selon les informations fournies par les informateurs clés, les problèmes de santé les plus répandus parmi les personnes déplacées sont : le paludisme (cité dans 99% des quartiers évalués), la diarrhée (74% des quartiers évalués) et la fièvre (51% des quartiers évalués).

Graphique 25: Problemes de sante les répandus parmi les personnes déplacées

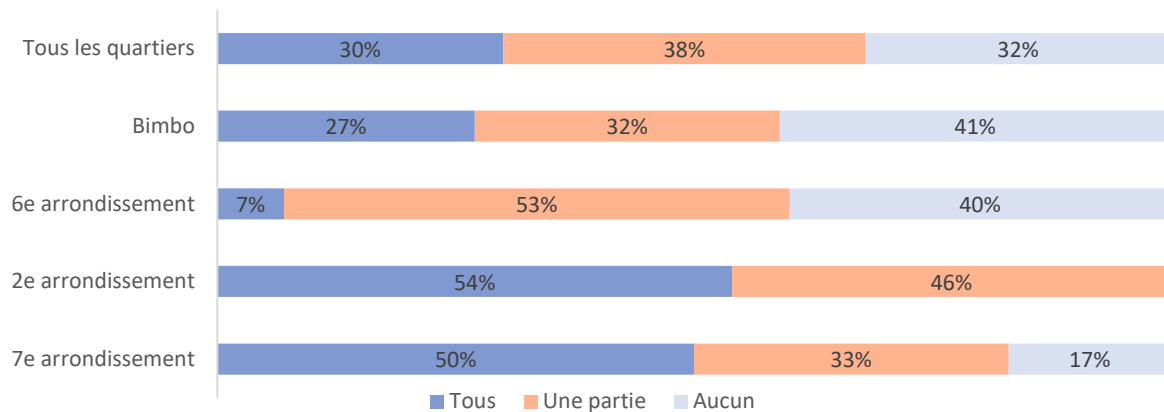


⁷ Question à choix multiple

Scolarisation

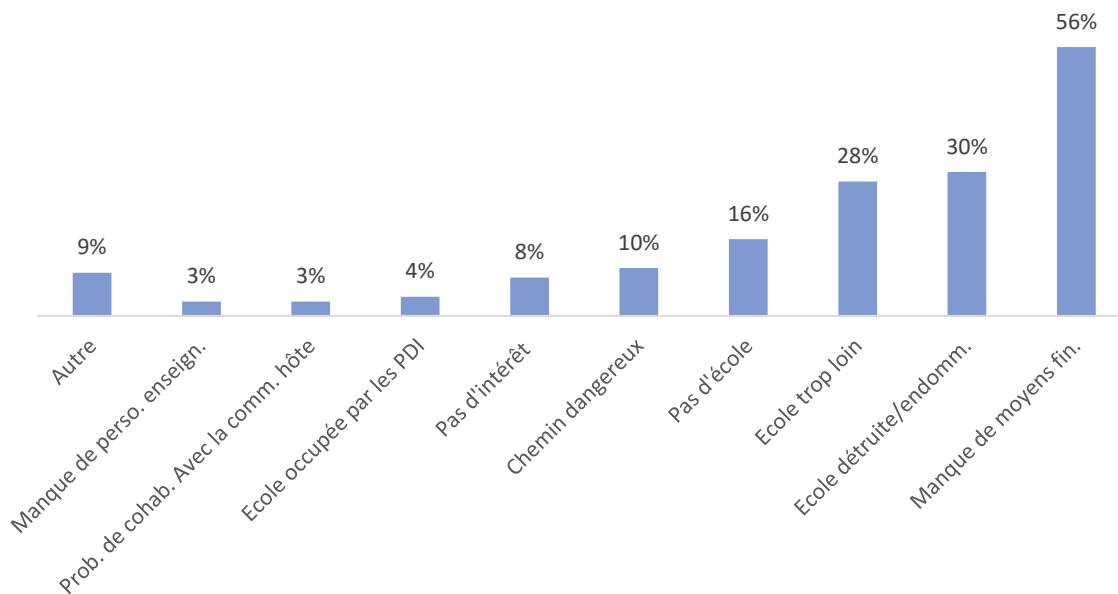
Dans la majorité des quartiers, soit tous les enfants déplacés (30% des quartiers) soit une partie des enfants (38%) vont actuellement à l'école. Dans 32 pour cent des quartiers, il a été rapporté qu'aucun enfant ne fréquente une école. C'était particulièrement le cas pour la population déplacée à Bimbo (41% des quartiers évalués) et le 6^e arrondissement (40%). Dans la moitié des quartiers du 7^e arrondissement, à l'inverse, tous les enfants déplacés vont à l'école.

Graphique 26: Part d'enfants déplacés allant à l'école, par quartier et arrondissement



Parmi les quartiers où aucun enfant de la population déplacée, ou seule une partie de ceux-ci, vont à l'école, la principale raison mentionnée est le manque de moyens financiers : ce motif a été indiqué comme un facteur de non scolarisation dans 56 pour cent des quartiers. La destruction ou l'endommagement de l'école lors des inondations est également un motif important de non scolarisation actuelle (mentionné dans 30% des quartiers évalués). La distance trop longue jusqu'à l'école (28%) ou l'absence d'école (16%) sont d'autres raisons marquantes du manque de scolarisation actuelle.

Graphique 27: Motifs de non scolarisation des enfants déplacés

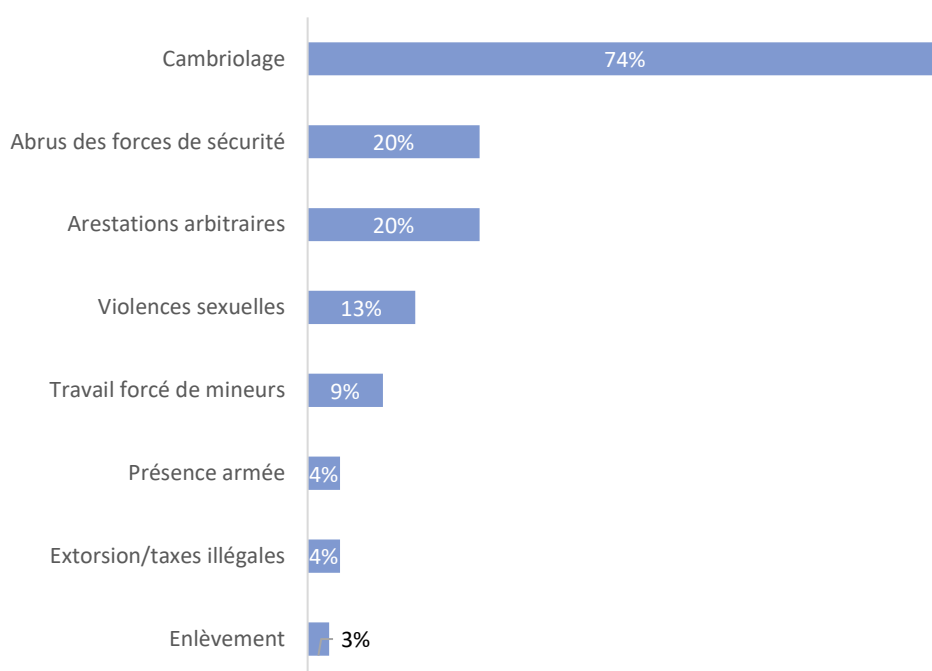


Sécurité et protection

La perception de la sécurité est positive dans la majorité (71%) des quartiers d'accueil. Selon les informateurs clés, la sécurité semble être mieux assurée dans le 2^e arrondissement (dans 90% des quartiers de l'arrondissement). En revanche, il semblerait que le 6^e arrondissement soit moins sûr que les autres arrondissement évalués (la perception de la sécurité est considérée comme positive dans 53 pour cent des quartiers du 6^e arrondissement). Les principaux acteurs assurant la sécurité sont les autorités locales (35% des quartiers où la sécurité est assurée) et la police (33% des quartiers où la sécurité est assurée).

Le principal risque de sécurité rencontré par les populations déplacées au sein des communautés d'accueil sont les cambriolages (rapportés dans 74% des quartiers). Les autres risques importants sont liés au comportement et à la posture des forces de l'ordre et des forces armées. Ainsi, dans 20 pour cent des quartiers accueillant des PDI, des abus et des arrestations arbitraires ont été rapportés. Par ailleurs, dans 13 pour cent des quartiers, des violences basées sur le genre ont été signalées⁸.

Graphique 28: Risques de sécurité rencontrés par les PDI dans les quartiers d'accueil



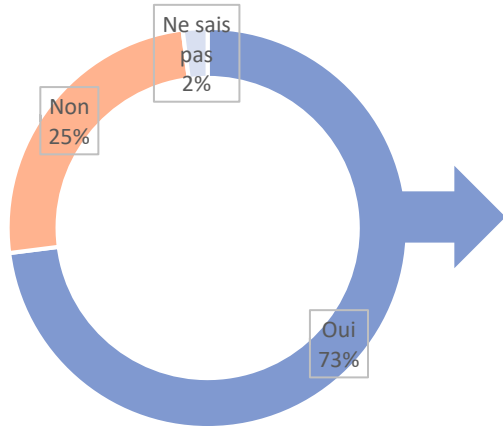
Les informateurs clés ont rapporté que les populations déplacées se sentent en sécurité dans les trois-quarts (75%) des quartiers évalués. Ce résultat serait autant vrai pour les hommes que pour les femmes et les enfants.

Par ailleurs, des incidents de sécurité ont été rapportés dans 17 quartiers (21%) sur le 80 évalués.

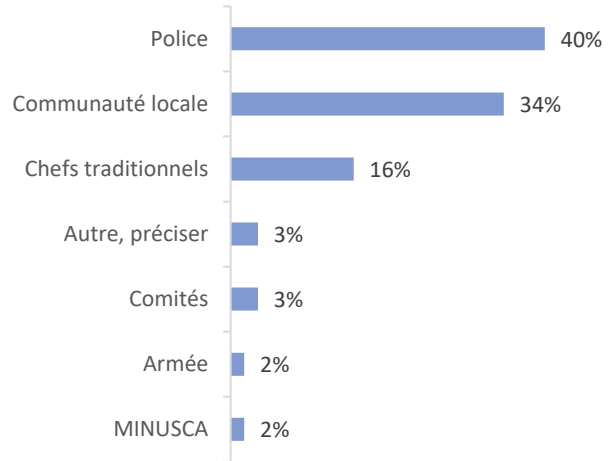
⁸ Il est important de noter que les informations présentées ne permettent pas de suggérer une évolution des conditions et risques sécuritaires avant et après le déplacement.

Il existe un mécanisme communautaire de signalement des incidents sécuritaires dans les trois-quarts (73%) des quartiers accueillant des déplacés. Les acteurs auprès desquels des incidents pouvaient être signalés sont majoritairement la police (dans 40% des quartiers), la communauté locale (34%) et les chefs traditionnels (16%).

Graphique 29: "Y-a-t-il dans ce quartier un mécanisme de signalement d'incidents sécuritaires?"



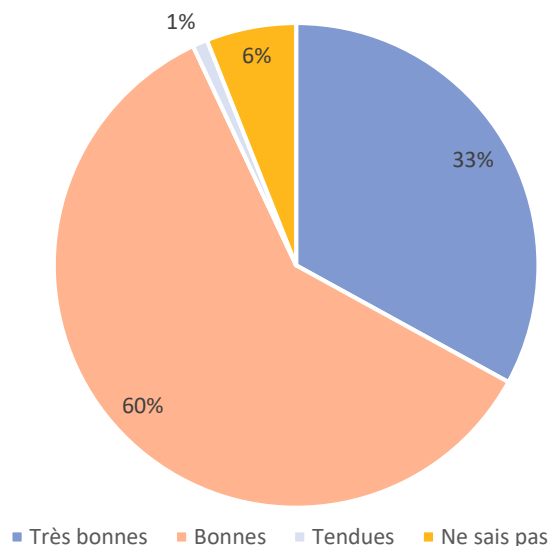
Graphique 30: Acteurs responsables de la prise en charge des signalements d'incidents



Cohésion sociale

La très grande majorité des informateurs clés (93%) ont indiqué que les relations entre populations déplacées et communautés hôtes sont bonnes ou très bonnes. Dans seulement un quartier, situé dans le 7^e arrondissement, les relations ont été décrites comme étant tendues.

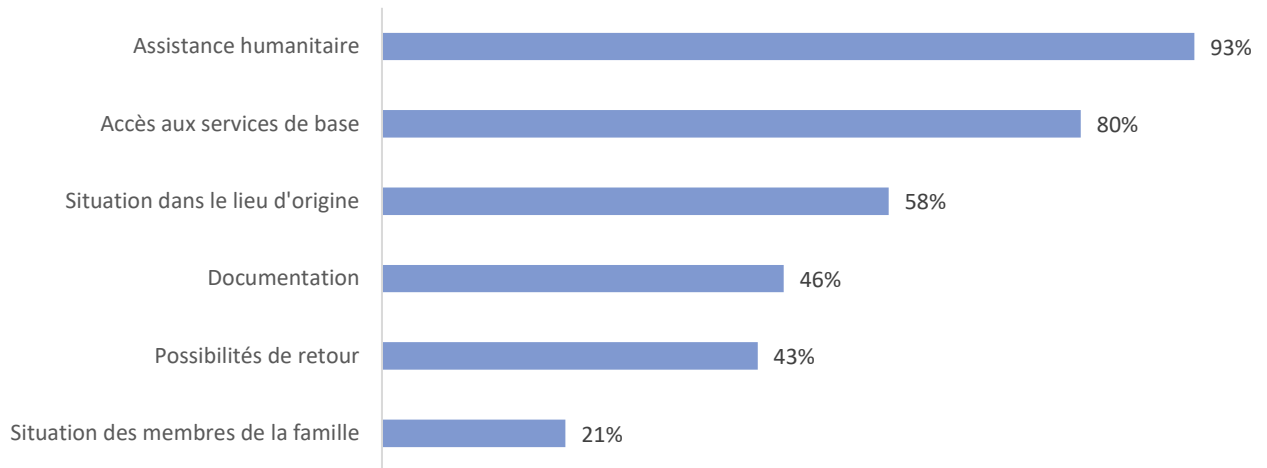
Graphique 31: Relations entre populations déplacées et communautés hôtes



Communication

Selon les informateurs clés, les sujets principaux à propos desquelles les personnes déplacées voudraient recevoir plus d'informations sont : l'assistance humanitaire (cité dans 93% des quartiers évalués), l'accès aux services de base (cité dans 80% des quartiers évalués) et la situation dans le lieu d'origine (cité dans 80% des quartiers évalués).

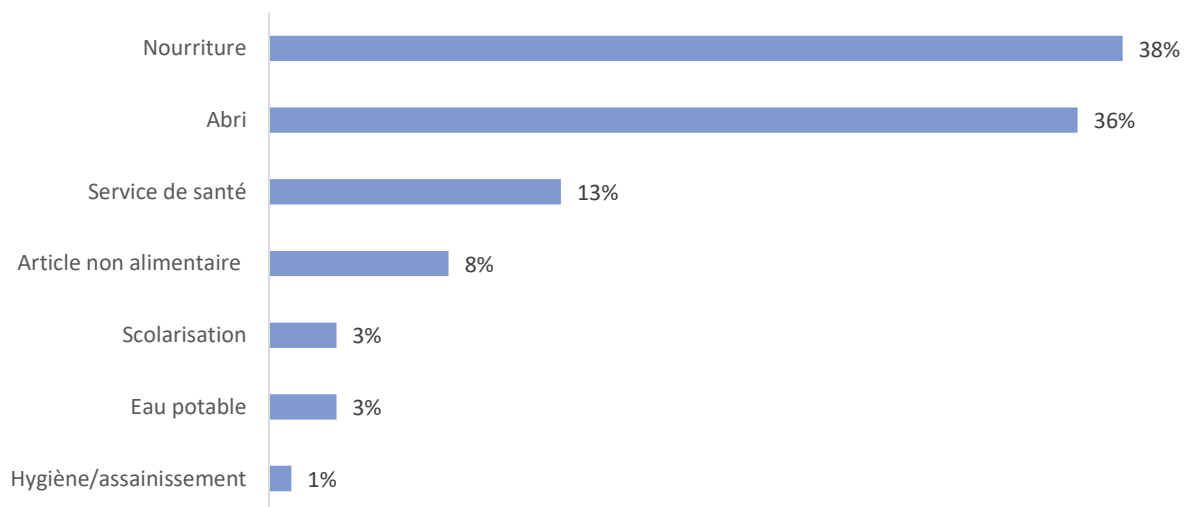
Graphique 32: Sujets a propos desquels les personnes déplacées souhaitent plus d'informations



Besoins prioritaires

Selon les informateurs clés, les besoins prioritaires des personnes déplacées à cause des inondations sont : les vivres et la nourriture (cité dans 38% des quartiers évalués), les abris (36% des quartiers évalués) et les services de santé (13% des quartiers évalués). Les autres besoins clés mentionnés sont les articles non-alimentaires (y compris les vêtements, couvertures, moustiquaires et ustensiles de cuisine), l'eau potable et la scolarisation.

Graphique 33: Besoins prioritaires des personnes déplacées



CONCLUSION

Ce rapport a présenté les résultats clés obtenus lors d'évaluations effectuées entre le 4 et le 10 novembre 2019 dans 80 quartiers de Bangui. Ces évaluations avaient pour but de fournir une meilleure compréhension du nombre, des conditions et des besoins des populations déplacées en communauté d'accueil suite aux inondations de fin du mois d'octobre 2019 et, par-là, de donner des orientations à la réponse humanitaire et l'assistance apportés aux populations déplacées.

Les principaux résultats sectoriels identifiés lors des évaluations sont les suivants :

- **Abris** : La majorité des ménages déplacés (59%) est hébergée dans des abris partiellement endommagés, tandis que plus du quart (27%) sont logés dans des abris en bon état. En revanche, 14 pour cent des ménages sont actuellement hébergés dans des abris sérieusement endommagés.
- **Logement, terre et propriété** : Dans 52 pour cent des quartiers évalués, les informateurs clés ont indiqué que la majorité des ménages déplacés étaient en possession d'un document d'attestation de propriété. Dans 29 pour cent des quartiers, à l'inverse, la majorité des ménages n'a aucun titre d'attestation de propriété.
- **Sécurité Alimentaire** : les dons des communautés hôtes et l'assistance humanitaire constituent d'importantes sources de nourriture dans un nombre significatif de quartiers (35% et 19% des quartiers, respectivement)
- **Eau, hygiène, assainissement** : L'analyse des sources d'eau dévoile des différences entre arrondissements : l'eau de pluie est une source majeure d'approvisionnement en eau dans 73 pour cent des quartiers du 6^e arrondissement et dans 59 pour cent des quartiers de Bimbo ; dans le 7^e arrondissement, l'eau de surface est une source importante en eau (mentionné dans 22% des quartiers de cet arrondissement) ; à l'inverse, le 2^e arrondissement est l'arrondissement où les PDI ont le meilleur accès à l'eau potable. Néanmoins, parmi les informateurs clés des quartiers accueillant des populations déplacées, 79 pour cent ont affirmé qu'il existait des problèmes liés à la qualité de l'eau, et notamment à l'odeur (dans 65% des quartiers), à la non-potabilité (dans 58% des quartiers) et à la saveur (46%).
- **Santé** : Le manque de moyens financiers a été cité comme un obstacle à l'accès aux services médicaux dans tous les quartiers. Les autres préoccupations souvent mentionnées sont : la distance trop longue jusqu'au service médical (dans 47% des quartiers), l'absence de personnel médical (dans 42% des quartiers) et l'absence des médicaments ou équipements (dans 32% des quartiers).
- **Scolarisation** : Dans la majorité des quartiers, soit tous les enfants déplacés (30% des quartiers) soit une partie des enfants (38%) vont à l'école. Dans 32 pour cent des quartiers, il a été rapporté qu'aucun enfant ne fréquente une école.
- **Sécurité et Protection** : La perception de la sécurité est positive dans la majorité (71%) des quartiers d'accueil. Selon les informateurs clés, la sécurité semble être mieux assurée dans le 2^e arrondissement (dans 90% des quartiers de l'arrondissement). En revanche, le 6^e arrondissement semble être moins sûr (53% des quartiers du 6^e arrondissement). Les personnes déplacées se sentent en sécurité dans 75% des quartiers évalués.

- **Communication** : les sujets principaux à propos desquels les personnes déplacées voudraient recevoir plus d'informations sont : l'assistance humanitaire (cité dans 93% des quartiers évalués), l'accès aux services de base (cité dans 80% des quartiers évalués) et la situation dans le lieu d'origine (cité dans 80% des quartiers évalués).
- **Besoins Prioritaires** : La nourriture (cité dans 38% des quartiers évalués) et les abris (cité dans 36% des quartiers évalués) sont les deux besoins prioritaires évoqués par la population déplacée au sein de la communauté hôte.

L'analyse des données désagrégée au niveau des quartiers est disponible, sur demande, auprès de l'équipe DTM : DTMRCA@iom.int